

Aciérie de Gandrange : pas de repreneur à l'horizon

Le deuxième tour de table organisé, hier à Metz, par le préfet de Lorraine sur le dossier Gandrange n'a rien modifié sur le fond. L'industriel se prononcera le 4 avril sur l'avenir du site de Gandrange et dément tout projet de reprise.

A la question existe-t-il un repreneur pour sauver Gandrange ? Daniel Soury-Lavergne, directeur général d'ArcelorMittal répond par la négative : « Nous n'avons pas d'élément qui permette d'apprécier qu'il y en ait un ». En clair, la direction d'Arcelor n'a pas - officiellement - connaissance de l'existence d'un candidat à la reprise. Dans l'hypothèse où celle-ci se désengagerait. A l'issue du second tour de table organisé par le préfet Niquet, le représentant de l'industriel s'est montré extrêmement prudent sur le fond. Pas un mot sur les enjeux et sur la stratégie industrielle du groupe. Celle-ci sera communiquée en temps et en

heure aux représentants des salariés. C'est-à-dire lors de la présentation au CE du plan Mittal, prévue le 4 avril.

La formation des salariés pêche

Si elle a permis à l'ensemble des acteurs du dossier d'échanger, notamment autour des conclusions du rapport du cabinet Syndex mandaté par l'intersyndicale, la réunion d'hier n'a débouché sur aucune avancée tangible. « Ça n'était pas l'objet », rappelle simplement Bernard Niquet, tout en tirant satisfaction du climat des débats. « Je me garderai bien de faire des pronostics, mais on fait beaucoup d'efforts pour être

présent et à l'écoute », rapporte le représentant de l'Etat.

Visiblement sur la même longueur d'ondes, Jacky Mascelli juge, au nom de la CGT, ce tour de table « très constructif ». « Comme lors de la première réunion du 21 janvier, il y a unanimité pour affirmer que Gandrange doit exister », souligne le syndicaliste. Lequel réaffirme la détermination de la CGT à impliquer le chef de l'Etat dans la recherche d'une solution. « Si Mittal campe sur ses positions, la CGT demandera officiellement une rencontre avec le président de la République comme il s'y était engagé lors de sa venue à Gandrange le 4 février ».

Dans les rangs de la CFDT on joue également la prudence. « Le seul élément de positif du jour, porte sur l'aveu de la direction de ses faiblesses en matière de formation des salariés », tranche Edouard Martin, élu cédétiste au CEE. Et Alain Gatti, secrétaire général de la

CFDT Lorraine, d'embrayer : « A travers cet exemple on voit bien ce que l'absence d'anticipation peut produire comme dégâts ». Lequel confirme au passage qu'« actuellement il n'y a aucune demande de reprise ». Message transmis.

X. B.

table ronde à metz